

FORUM REGIONAL AFRIQUE

Villes intermédiaires

5-6 mai 2017, Odienné, Côte d'Ivoire



Contribution de l'Afrique au Forum Mondial sur les Villes Intermédiaires qui se tiendra en avril 2018 à Chefchaouen, Maroc

RAPPORT DES DEBATS

© 2017 CGLU Afriques

Cette publication présente le rapport des débats du forum régional sur les villes intermédiaires, Chapitre Regional Afrique, tenu les 5 et 6 mai 2017 à Odienné, Cote d'Ivoire.

Tous droits réservés. Nulle partie de ce document ne peut être réimprimée, reproduite ou utilisée sous quelque forme ou par quelque moyen électronique, mécanique ou autre, actuel ou futur, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou tout système de stockage d'information ou de récupération, sans autorisation écrite des éditeurs.

Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afriques

United Cities and Local Governments

Ciudades y Gobiernos Locales Unidos

Avinyó 15

08002 Barcelone

www.uclg.org

AVERTISSEMENT

La présentation des informations et les termes utilisés dans ce document n'impliquent nullement l'expression d'une quelconque opinion de la part de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'AFRIQUE,

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne.

Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU Afrique et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.



Conception et édition :Hamza bernoussi

Toutes les photos de ce volume sont publiées sous licence Creative Commons (<https://creativecommons.org/licences/>). Certains droits réservés.

Table des matières

1 - Introduction	4
2. Objectifs	6
3. Objectifs spécifiques	6
4. Résultats attendus	6
5. Méthodologie	7
5.1 - La situation de L'Urbanisation & Le Développement Humain des Villes Intermédiaires Africaines	7
5.2- Le Dialogue vertical dans la gouvernance pour les Villes Intermédiaires	7
5.3- Critères à mettre en place pour l'évaluation de la mise en œuvre des agendas mondiaux.....	7
5.4- Quelle place des Villes Intermédiaires africaines dans la mise en place des agendas mondiaux.	8
6. Première session : La situation de L'Urbanisation & Le Développement Humain des Villes Intermédiaires Africaines.....	9
7. Seconde session : Le Dialogue vertical dans la gouvernance pour les Villes Intermédiaires.....	13
8. Troisième session : Critères à mettre en place pour l'évaluation de la mise en œuvre des agendas mondiaux.....	17
9. Quatrième session : Session Conclusive : Quelles conditions pour renforcer le rôle des Villes Intermédiaires africaines ?	21
10. Annexe : Programme de la Cérémonie d'Ouverture.....	25
11. Annexe : Programme de la Cérémonie de Clôture.....	26

RAPPORT DU FORUM REGIONAL AFRIQUE

1 - Introduction

L'année 2015 a vu la prise d'un certain nombre d'engagements majeurs de la Communauté Internationale, parmi lesquels les objectifs de développement durable (ODD), l'Agenda urbain, ainsi que l'Agenda du Climat.

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) qui prennent la suite des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été définis par la Communauté Internationale avec comme objectif de lutter contre la pauvreté. La mise en œuvre des 17 nouveaux objectifs, dont l'objectif N°11 dédié aux villes, a des implications financières importantes. C'est pourquoi, la conférence d'Addis-Abeba tenue en juillet 2015 a invité une large coalition d'acteurs publics, locaux et privés à se mobiliser pour financer l'atteinte de ces objectifs, en s'appuyant sur un engagement renouvelé des pays industrialisés, notamment de l'Union européenne, à consacrer 0,7% de leur revenu national à l'aide publique au développement à l'horizon 2030.

L'accord de Paris sur le Climat signé en décembre 2015 à Paris donne une place importante aux villes.

En effet, les changements climatiques transforment durablement l'environnement urbain et risquent d'être sources de catastrophes naturelles de grande ampleur dans les décennies à venir via, notamment, leur impact sur la montée du niveau de la mer et sur l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes. Les villes ont également un rôle à jouer dans l'atténuation des changements climatiques, en particulier avec une planification urbaine qui doit permettre à la fois de réduire

l'impact des villes sur les changements climatiques (efficacité énergétique, transport, logement, densité, gestion des déchets, mobilisation des écosystèmes et des surfaces végétalisées, etc.) mais aussi de rendre les villes moins vulnérables et de favoriser leur résilience.

Le nouvel agenda urbain, adopté par la Conférence 2016 des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) qui s'est tenue à Quito, a pour objectif de rendre les villes plus inclusives, plus sûres, plus résilientes et plus durables. Elle avait pour enjeu de faire un bilan du chemin parcouru et redynamiser les politiques de développement urbain en lien avec le programme mondial pour le développement durable, le plan d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Le nouvel agenda urbain est un programme ambitieux qui doit permettre de rendre les villes et les établissements humains plus inclusifs. Cet agenda contenu dans la 'Déclaration de Quito' s'inscrit dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par 193 États membres de l'ONU en septembre 2015.

Si la voix des gouvernements locaux, et en particulier celle des Villes Intermédiaires portée par le Président du groupe de travail et des pôles régionaux, a été prise en compte dans la rédaction des agendas mondiaux, reste la problématique de la mise en œuvre et la place des gouvernements locaux et régionaux en général et des villes intermédiaires en particulier.

Le rôle des villes intermédiaires dans la mise en œuvre des agendas mondiaux est plus que cruciale. En effet, contrairement à une opinion répandue, les plus grandes villes du

monde accueillent seulement entre 9 et 11 % de la population mondiale, et leur croissance annuelle n'est que de 1,5 %, soit un rythme assez lent. La tendance en cours et à venir indique que la majorité des migrants vers les villes viennent s'installer dans de petites villes de moins de 500 000 habitants. Les prévisions indiquent qu'elles vont croître à un rythme plus rapide que toute autre catégorie de ville, car elles absorberont la moitié de la croissance urbaine des prochaines décennies. En Afrique, les différentes statistiques montrent que ce phénomène va être plus important avec près de 2 nouveaux urbains sur trois qui vont s'installer dans les villes intermédiaires. Si on ajoute à cela la forte croissance naturelle de la population (plus de 3%), le poids des villes intermédiaires sera prépondérant dans la population urbaine totale.

On comprend dès lors pourquoi les Villes Intermédiaires sont au cœur des agendas mondiaux et des stratégies de durabilité pour la planète. De leur application dans les villes intermédiaires dépend l'atteinte ou non des objectifs poursuivis. Il est donc plus que jamais crucial de renforcer le rôle des Villes

Intermédiaires comme principal instrument de mise en œuvre des agendas mondiaux pour le développement durable.

C'est donc dans cette perspective que la Commission des Villes Intermédiaires de CGLU a décidé d'organiser le Forum Mondial sur les villes intermédiaires. Conçu comme un instrument de monitoring et d'évaluation de l'application des agendas mondiaux dans les Villes Intermédiaires, le Forum se tiendra en avril 2018.

En préparation de ce Forum Mondial, la Commission des Villes intermédiaires a décidé d'organiser des Forums continentaux et régionaux de manière à relever les spécificités, les contraintes, les conditions cadres et les éléments favorables au niveau régional pour accélérer la contribution des villes intermédiaires à l'atteinte des agendas mondiaux. C'est dans ce cadre que le groupe de travail pour l'Afrique, sous la direction de la Maire d'Odienné, et avec l'appui de CGLU Afrique, organise le Forum régional Afrique pour faire le point de l'avancée des agendas mondiaux dans les villes intermédiaires. C'est aussi une façon pour l'Afrique, ce continent longtemps resté en marge des



Accueil des participants

décisions mondiales, de s'affirmer aussi et réclamer toute sa place dans les agendas mondiaux, les politiques nationales et stratégies internationales de mise en œuvre.

2. Objectifs

- Montrer et évaluer les politiques de mise en œuvre des agendas mondiaux pour la durabilité : Nouvel Agenda urbain, Agenda Climatique et ODD en particulier;
- Contribuer efficacement au Développement des Villes Intermédiaires Africaines par les stratégies de mise en œuvre des politiques et agendas mondiaux et la promotion Humaine.

3. Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il s'agit de :

- Présenter la situation générale d'Urbanisation et du Développement des Villes Africaines ;

- Proposer des stratégies efficaces pour le Développement Humain ;
- Présenter des solutions et alternatives possibles ;
- Définir des politiques adaptées ;
- Présenter les principaux défis ;
- Développer différents exemples

Ces contributions se feront par des gouvernements locaux, experts et société civile, ainsi que des gouvernements nationaux et continentaux.

4. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus sont :

- La situation générale des défis et possibilités qui caractérisent la mise en œuvre dans les villes intermédiaires africaines des agendas mondiaux sont approchées en préparation du Forum Mondial ;
- Les approches et grandes lignes pour la promotion Humaine dans les villes intermédiaires sont définies.



Cérémonie d'ouverture



Cérémonie d'ouverture

5. Méthodologie

Ce Forum d'une journée et demie a regroupé des participants d'une vingtaine de pays africains venants de divers horizons : gouvernements locaux, experts, société civile, gouvernements nationaux et continentaux.

Le Forum porte sur les thématiques ci-dessous : (1) La situation de L'Urbanisation & Le Développement Humain des Villes Intermédiaires Africaines ; (2) Le Dialogue vertical dans la gouvernance pour les Villes Intermédiaires ; (3) les critères à mettre en place pour l'évaluation de la mise en œuvre des agendas mondiaux ; (4) La place des Villes Intermédiaires africaines dans la mise en œuvre de l'agenda international

5.1 - La situation de L'Urbanisation & Le Développement Humain des Villes Intermédiaires Africaines

La gestion de l'Urbanisation est un défi particulièrement complexe, du fait de son rythme accéléré et de son ampleur, mais particulièrement pour les pays Africains caractérisés par un déficit de stratégie et une faible mobilisation des ressources publiques en faveur des énormes investissements induits. Cette première session présente les statistiques de l'urbanisation en Afrique, particulièrement du point de vue des villes intermédiaires.

5.2- Le Dialogue vertical dans la gouvernance pour les Villes Intermédiaires

Les villes intermédiaires œuvrent dans un cadre institutionnel qui définit leur marge de manœuvre offerte par les gouvernements nationaux, en particulier pour la gestion de l'urbanisation et la fourniture des services publics de base aux populations.

Cette seconde session est articulée autour du contenu du dialogue vertical à développer entre de l'Etat d'une part et d'autre part les collectivités territoriales en général et les villes intermédiaires en particulier.

5.3- Critères à mettre en place pour l'évaluation de la mise en œuvre des agendas mondiaux

La mise en œuvre des objectifs de développement durable, des recommandations d'Habitat III et de la Conférence Habitat III se fera en grande partie dans les villes intermédiaires, d'où l'importance de définir un cadre de suivi-évaluation adapté.

La troisième session concerne les outils de planification, les conditions d'élaboration d'indicateurs pour l'évaluation de la mise en œuvre des agendas mondiaux, les contraintes rencontrées ainsi que l'implication des universités, du secteur privé et du secteur associatif.

5.4- Quelle place des Villes Intermédiaires africaines dans la mise en place des agendas mondiaux.

Cette session conclusive fait le point de l'ensemble des idées majeures issues des différentes sessions, afin de les préciser, les ordonner et les argumenter avant de les porter au Forum Mondial qui se tiendra en avril 2018 à Chefchaouen, au Maroc.

Pour chacune des thématiques, une présentation introductive est faite pour camper la problématique, puis les membres de la table ronde sont invités à réagir et enfin un débat avec l'ensemble des participants est engagé. A la fin, une série de recommandations est élaborée.



Discours d'ouverture du ministre des transports

6. Première session : La situation de L'Urbanisation & Le Développement Humain des Villes Intermédiaires Africaines

- **Vendredi 5 mai** ; 15 :00 – 16 :30

- **Président : M. Mohamed Sefiani**, Président de I-Cities,

- **Modérateur : M. Ousmane Sy**, Expert, Président ARGA, Mali

- **Rapporteurs : M. Sinaré Augustin**, Expert, AMBF, Burkina-Faso ;

- **Présentation introductive : Prof Henri Motcho**, Université de Niamey, Niger

- **Table ronde : M. DOUKOURE Yaya**, Directeur de la Coopération Décentralisée à la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local, DGDDL, Côte d'Ivoire,

- **Prof. Kodjo Mawuena TCHINI**, Ecole Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme ;

- **M. Daby Diagne**, Conseiller Spécial, CGLU Afrique,

- **M. MURPHY Eddie Zubah**, Maire de Kataka, Libéria ;

- **M. Soulé ALAGBE**, Ancien maire et ancien Président de l'ANCB, Bénin ;

- **M. BOUAKHADN Brahim**, Maire de Tiznit.

En lançant les travaux de la session, le Président de la Commission des Villes Intermédiaires a rappelé l'importance des villes intermédiaires dans la population mondiale totale et mondiale urbaine, mais aussi l'importance des dynamiques de la démographie et de l'urbanisation en Afrique et le fait que ce ne sont plus les mégavilles qui vont accueillir ces nouveaux urbains, mais en grande partie les villes intermédiaires. Ces nouvelles populations doivent avoir des logements, des

centres de santé, des écoles, tout en respectant les engagements internationaux.

M. Ousmane Sy, le modérateur de la session, tout en remerciant le Président et les panélistes présents, a rapidement introduit la présentation introductive du Professeur Motcho sur la situation de l'urbanisation et du développement humain.

Commençant sa présentation, le Professeur Motcho a tout d'abord précisé la définition des villes intermédiaires qui sont celles dont la population est comprise en 50 000 et 500 000 habitants. Il a ensuite cité les sources des données utilisées qui viennent du World Urbanization Prospects Revision 2014, l'Etat des Villes Africaines de 2014, l'African Administration Concil on Water.

Ensuite, il a fait le point des villes intermédiaires qu'en Afrique centrale, 50% des villes sont des villes intermédiaires en 2017, 49% en Afrique du nord, 43% en Afrique orientale, 42% Afrique occidentale 42% et 40% en Afrique Australe. En termes de population urbaine, les villes intermédiaires pèsent 64% de la population urbaine de l'Afrique de l'est, 56% en l'Afrique de l'ouest, 55% en Afrique du nord, 43% en



M. Ousmane Sy, modérateur de la session



Session 1

Afrique australe, 40% en Afrique centrale. Il ressort de la présentation que cette tendance va se prolonger selon toutes les projections dans les différentes régions d'Afrique, les villes intermédiaires constituant la majorité des villes, en nombre, tout en recouvrant une part de la population urbaine.

Cependant, il faut relever que le niveau du développement humain est faible, du point de vue de l'accès des populations, y compris les plus pauvres, aux différents services publics locaux de base. Cela est dû au fait qu'entre autres, les villes intermédiaires ne font pas l'objet d'attention particulière comme les capitales nationales et/ ou régionales. En termes d'accès aux services d'eau et d'assainissement par exemple, l'Afrique du Nord et l'Afrique Australe sont mieux loties en termes de développement humain alors que l'Afrique de l'Ouest et centrale est à la traîne. En conclusion, les villes intermédiaires sont confrontées aux défis de la jeunesse de plus en plus importante à former et à occuper par des emplois ; elles se heurtent à des contraintes importantes d'environnement et de gouvernance.

Les interventions des panelistes ainsi que l'interaction avec la salle, ont fait sortir les

points suivants. Tout d'abord les participants conviennent du fait que les villes intermédiaires occupent une place importante dans l'armature urbaine de nos pays, quel que soit la région d'Afrique.

Si les villes intermédiaires pèsent environ 30% de la population des pays, il n'en demeure pas moins qu'elles bénéficient de très peu d'attention de la part des pouvoirs publics, alors même qu'elles sont soumises aux pressions démographiques les plus importantes. Cette situation est paradoxale au fait que les villes intermédiaires sont des relais qui jouent un rôle prépondérant dans le développement des pays, notamment en assurant les relais économiques essentiels avec l'arrière-pays d'une part, et d'autre part avec les métropoles régionales et nationales. L'un des défis à relever est la dotation de ces villes d'outils de planification pour anticiper leur développement spatial, renforcer la fourniture des services publics de base et permettre une meilleure gestion urbaine.

Les participants ont aussi relevé, dans le cadre d'une mutualisation des ressources techniques, humaines et financières, les opportunités qu'offre l'intercommunalité pour la fourniture de certains services sociaux de base. Il en est

de même des vocations des villes intermédiaires qui doivent être affirmées et accompagnées par les politiques publiques.

Les politiques publiques doivent particulièrement se pencher sur la relation vertueuse à mettre en place entre les villes intermédiaires et les grandes métropoles et dans le cadre plus général d'une armature urbaine dont les vocations doivent être précisées en lien avec le développement national. Somme toute, pour tous les participants, des villes développées impliquent un pays développé dans son ensemble. Les stratégies de développement ne devraient pas avoir des barrières entre le local et le central.

En ce qui concerne les contraintes, les échanges entre les panélistes et les participants ont fait ressortir les contraintes qui ont trait aux problématiques suivantes. Les participants conviennent tous que les villes intermédiaires manquent de ressources notamment financières pour réaliser des projets structurants et subvenir aux besoins des populations urbaines de plus en plus importantes. Le niveau de décentralisation financière dans la plupart des pays africains est faible, particulièrement au regard des villes intermédiaires. Les grandes villes ont tendance à concentrer les dépenses publiques au détriment des centres secondaires qui peinent à se faire une place dans les politiques publiques. Le déficit de stratégie urbaine dans l'écrasante majorité des pays africains fait que les villes intermédiaires manquent de vocations claires pour le futur (Tourisme, culture, économique) et ont donc des difficultés à être parties prenantes de la stratégie de développement au niveau national. Les participants ont aussi pointé du doigt les



Vue des participants

inégalités territoriales de développement à l'intérieur des villes intermédiaires qui menacent la cohésion sociale et qui sont en grande partie dues au sous-investissement chronique que connaissent ces villes depuis des décennies.

Les participants mettent aussi le doigt sur le déséquilibre criard dans les politiques publiques entre la contribution des villes intermédiaires à la production de la richesse nationale (PIB, ressources minières et naturelles, etc) d'une part et leur budget d'autre part. Alors que les villes pèsent souvent les deux-tiers de la production de richesse au niveau national, elles ne représentent que moins de 5% des budgets publics.

D'autre part, tous les participants conviennent du fait que les villes intermédiaires manquent de schémas et d'outils d'aménagement : documents directeurs d'aménagement, des plans qui doivent fixer la façon d'aménager et d'urbaniser, fixer les limites territoriales. Dans certains pays, ce sont des fléaux tels la guerre ou encore des activités minières qui modifient de manière brutale l'armature des villes intermédiaires et induisent une urbanisation sauvage avec comme corollaire, le manque de services sociaux de base. Résultat, les villes intermédiaires connaissent des problèmes de développement humain durable (absence de services sociaux de base).

Il est donc important de faire en sorte que l'urbaniste précède l'urbanisation, ce qui devrait permettre de faire en sorte que les services de base soient disponibles ; même si les problèmes de ressources financières pour offrir les services de bases sont récurrents. Enfin, les participants conviennent de l'insuffisance des ressources publiques qui oriente les villes intermédiaires de plus en plus vers des ressources privées et des institutions multilatérales.

A la fin de la session, les participants ont esquissé des recommandations pour une meilleure prise en compte des villes intermédiaires.

1. Résoudre les problèmes de jeunesse, d'environnement, de gouvernance, d'urbanisation, de fourniture de services sociaux de base (eau potable, assainissement, électricité, logement, mobilité);
2. instaurer le dialogue entre l'Etat, la société civile et les élus locaux ;
3. revoir l'agenda des compétences des villes en ne les limitant pas aux ordures ménagères et à l'état civil ;
4. définir de nouvelles compétences pour les villes (le rôle des villes face à l'émigration, exode rural, incivisme et civisme fiscal) ;
5. Revisiter les stratégies sur la contractualisation entre les villes et le secteur privé et décentraliser la dépense publique ;

6. Tenir compte de la relation entre villes intermédiaires et les villes métropoles. Elles sont des vases communicants qui doivent se tenir les mains pour que le juste milieu puisse être trouvé pour le bien être des populations et leur permettre de participer au développement
7. Donner des vocations aux villes afin de produire des richesses et créer des emplois ;
8. Promouvoir la coopération décentralisée Sud-Sud avec entre villes intermédiaires pour partager les expériences et les pratiques ;
9. promouvoir les économies locales par des investissements structurants ;
10. Renforcer les capacités institutionnelles des villes intermédiaires pour une meilleure gestion de l'urbanisation.



Vue des participants



Session 2

7. Seconde session : Le Dialogue vertical dans la gouvernance pour les Villes Intermédiaires

- **Vendredi 5 mai** : 17 :00-18 :30

- **Président** : **M. SYLLA Souhaliou**, Maire de Tiassalé, UVICOCI, Côte d'Ivoire ;

- **Modérateur** : **M. Antoine Sawadogo**, Président ACE-RECIT, Burkina-Faso

- **Rapporteurs** : **M. Kouamé François**, Mairie d'Odienné ;

- **Présentation introductive** : François Paul Yatta, Directeur des Programmes, CGLU Afrique

- **Table ronde** : **M. Barro Bazouma**, Directeur Général, Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) ;

M. Abdul Fatah ALLAM, Maire Liban,

Mme Randa Al SABBAGH, CGLUA MEAWA,

Mme Dénise Belemsagha, Experte, Burkina,

M. Bamba Ahmadou, Direction Générale du Budget, Côte d'Ivoire,

M. Jean-Michel AMANKOU, Vice-Président, Africa MagNet, Côte d'Ivoire,

M. El Malouki Salah, Maire d'Agadir, Maroc.

La présentation introductive a été faite par M. François Paul Yatta, Directeur des Programmes à CGLU Afrique. Elle a été axée autour du dialogue vertical à mettre en place entre l'Etat et les villes pour une meilleure gestion de l'urbanisation. Les principaux points abordés ont trait ici à la marge de manœuvre accordée aux villes intermédiaires pour qu'elles soient en capacité de bien gérer l'urbanisation. C'est ainsi que quatre points principaux de dialogue ont été abordés :

le champ des compétences des collectivités locales ; l'importance des stratégies urbaines qui permettent de donner des outils aussi bien techniques que financiers à la gestion de l'urbanisation ; la problématique du renforcement des ressources humaines et financières des collectivités locales ; et les modalités d'amélioration de la gestion financière locale.

Les discussions entre les panélistes, les présentateurs et les participants ont questionné les enjeux de ce dialogue vertical qui est au cœur même de la décentralisation. Il s'agit de la subsidiarité qui consiste à veiller à ne pas faire à un niveau plus élevé ce qui peut l'être avec plus d'efficacité et d'efficience à une échelle inférieure ;



Vue des participants

il s'agit de la recherche de l'échelle pertinente de l'action publique. Les échanges se sont ensuite focalisés sur les efficacités productive (production à moindre coût des services publics locaux), allocative (choix des services publics locaux en lien avec la demande des populations) et fiscale (les populations sont plus enclines à payer leurs impôts quand elles sont impliquées dans la détermination des priorités en matière de services publics locaux).

La gestion locale doit ainsi permettre de produire à moindre coût les services que les populations locales ont priorisé, tout en renforçant ainsi sa confiance vis-à-vis des responsables locaux par le paiement plus important des taxes et impôts locaux. Pour de nombreux participants, il faut convenir que l'un des attendus du dialogue est aussi de renforcer la confiance entre les collectivités territoriales de manière générale et l'Etat central, les deux principaux acteurs nationaux de la décentralisation.

Pour cela, il est évident que la bonne utilisation des ressources transférées aux villes ainsi que l'amélioration de la qualité de la gestion publique locale sont des ingrédients indispensables au renforcement de la confiance des administrations centrales, particulièrement financières. Le contrôle de la bonne gestion des ressources publiques locales doit être perçu plus

comme un appui-conseil à son amélioration, et non comme un processus de suspicion et de sanction de la gestion des élus locaux.

Mais pour cela, il est important que la tutelle soit repensée comme une administration d'appui-conseil, de soutien et de renforcement des actions de développement initiées par les villes intermédiaires. Enfin, certains participants ont relevé qu'à ce dialogue vertical avec l'Etat, il est plus que nécessaire aussi de développer un dialogue avec les populations. Les responsables locaux sont souvent tiraillés entre la démocratie électorale et la démocratie participative ; les tenants de la première partant du fait que les élus ont la légitimité de leurs élections et n'ont donc pas besoin de revenir aux populations pour les choix à opérer ; les tenants de la seconds mettant l'accent sur le point de vue des populations pour toutes les priorités de développement à opérer. Dans un contexte de rareté de ressources où tout est prioritaire, le point de vue des populations pour les actions à engager est non seulement de nature à crédibiliser la gestion locale, mais elle renforce le niveau de satisfaction des populations vis-à-vis des priorités mises en œuvre, et partant l'amélioration de leurs conditions de vie. Mais dans tous les cas, la gestion des villes intermédiaires est meilleure avec la démocratie participative ; c'est même une condition sine qua non de la bonne mise en œuvre des agendas mondiaux.

Les différents échanges entre les panélistes et les participants ont fait ressortir de nombreuses contraintes qui s'opposent au bon développement du dialogue vertical entre l'Etat et les Collectivités locales. Certains participants ont relevé les différentes atteintes au principe de subsidiarité auquel font face les villes intermédiaires, notamment l'absence des décrets d'application aux lois votées par l'assemblée nationale. Dans certains pays, les lois attendent souvent des décennies leurs décrets d'application ; ce qui dans la pratique retarde d'autant la pleine prise en charge des compétences transférées aux villes de manière générale et aux villes intermédiaires particulièrement.

Dans certains pays comme relevé par plusieurs intervenants, les textes règlementaires sont inscrits dans la Constitution, ce qui oblige l'exécutif à leur application sans délai. Souvent, la politisation extrême de la vie politique locale, où les enjeux nationaux prennent le pas sur les enjeux locaux, est aussi une contrainte certes indirecte, mais majeure à la subsidiarité. C'est

pourquoi certains intervenants demandent une ouverture plus importante du champ politique local dans les pays en permettant les candidatures indépendantes aux élections locales.

Cette politisation extrême de la vie politique locale a aussi souvent tendance à freiner la décentralisation financière quand la couleur politique des élus locaux est différente de celle du pouvoir central. Les participants ont aussi pointé du doigt la juxtaposition des découpages de la décentralisation et ceux de la déconcentration qui se traduit dans la pratique par des conflits de compétence entre les élus locaux et les services déconcentrés.

Pour la plupart des intervenants la coexistence parallèle des services déconcentrés de l'Etat et des services des collectivités locales sur les mêmes territoires est source de conflits, surtout quand de nouvelles règles de jeu ne sont pas édictées.

Les participants surtout francophones ont attiré l'attention sur un point particulier de la gestion des finances locales, notamment le rôle du comptable public qui s'apparente dans la



Vue des participants

pratique plus à un contrôle d'opportunité qu'à un contrôle de gestion. Les participants se sont interrogés sur le contrôle de la gestion financière locale, certains l'assimilant à une contrainte, d'autre à une condition indispensable pour le succès de la décentralisation. Toujours est-il que la revendication d'un renforcement des transferts financiers de l'Etat exige un contrôle rigoureux de la gestion financière locale. Les participants conviennent à la fin que l'exigence de la bonne gestion des finances locales n'est pas contradictoire avec l'autonomie de gestion des villes.

Enfin les participants ont échangé sur l'institutionnalisation de ce dialogue en se basant sur les exemples du Rwanda et de Madagascar entre autres. Les élus locaux de manière générale et les responsables des villes intermédiaires en particuliers doivent avoir un cadre de dialogue et d'échange avec les plus hauts responsables de leurs pays, particulièrement le Président de la République. Ce cadre de dialogue doit être une occasion d'évaluer la mise en œuvre des politiques de décentralisation et de décider des correctifs à apporter pour le rendre plus efficace.

A la fin de la session, les participants ont esquissé des recommandations pour une meilleure prise en compte des villes intermédiaires.

1. Dédier un ministère plein à la gestion de la décentralisation et aux collectivités territoriales
2. Institutionnaliser un cadre de dialogue permanent entre le Président de la République et les élus locaux et régionaux ;

3. Instituer un champ fiscal propre aux collectivités territoriales dont le produit est entièrement reversé aux villes ;

4. Donner une marge de manœuvre plus importante aux villes en définissant des compétences adaptées à la bonne gestion de l'urbanisation ;

5. Développer la participation des populations à la gestion locale en définissant les modalités d'application ;

6. Améliorer les mécanismes d'une gestion financière transparente des villes intermédiaires tout en s'assurant de leur impact positif sur la mise en œuvre des dépenses publiques locales ;

7. Mettre en place un système équitable, prévisible, stable et inconditionnel de transferts financiers de l'Etat aux villes intermédiaires ;

8. Renforcer la démocratie locale en favorisant l'émergence d'élus locaux plus légitimes et compétents pour prendre en charge les enjeux des villes intermédiaires

9. Sensibiliser les pays africains pour l'élaboration de stratégies urbaines pertinentes prenant en compte la vocation et le renforcement de l'armature urbaine



M. Abdoulaye Sène, modérateur de la session

8. Troisième session : Critères à mettre en place pour l'évaluation de la mise en œuvre des agendas mondiaux.

- Samedi 6 mai : 09 :00 – 10 :30
- Président : **M. KONE SOULEYMANE**, Président, Région du KABADOUGOU, ARDCI, Côte d'Ivoire ;
- Modérateur : **M. Abdoulaye Sène**, Expert, Président GLF, Sénégal
- Rapporteurs : **M. Tchini Kodjo**, Expert, Bénin
- Présentation introductive : **M. Mohamed Sefiani**, Président, Commission I-Cities
- Etude de cas : «Parakou ville durable ? » : **HOUNDIN Judicael**, Adjoint, Maire de Parakou
- Table ronde : **M. El Mourabit Souissi Ahmed**, Maire de Mdiq, Maroc ,
Bourahima Sanou, Maire, Burkina ;
M. Bah Boubacar, Maire, Mali ;
- **Prof Henri Motcho**, Université de Niamey, Niger,

- **M. Fidèle Sanni SINAGOURIGUI**, Parakou, Bénin,
- **M. BOUZIHAY Ahmed**, Maire de FUM EL HICN, Maroc ;
- **Mme Tenin Touré Diabaté**, Professeur à l'Université de Cocody

Après l'introduction du Président Koné Souleymane et la présentation de la session par le modérateur Abdoulaye Sène, la présentation introductive a été faite par M. Mohamed Sefiani, Maire de Chefchaouen et Président des I-Cities ; elle a été consacrée aux indicateurs pour évaluer la mise en œuvre des agendas mondiaux dans les villes intermédiaires (1/3 de la population mondiale et 1,4 milliards d'habitants). Le développement de l'économie et de l'entrepreneuriat local dans les villes intermédiaires ainsi que la mixité sociale qui les caractérise sont plus qu'un atout pour le développement national.



Vue des participants

Cependant les catastrophes naturelles et climatiques sont de plus en plus récurrentes, ce qui les fragilise d'autant plus qu'elles ont déjà des ressources faibles. La mise en œuvre des agendas mondiaux dans ces villes se traduit par des stratégies qui se mesurent par des indicateurs que nous nous attelons à déterminer à l'issue du Forum Mondial. L'objet n'était pas de passer en revue la multitude des indicateurs définis, mais de présenter des mesures permettant d'accroître la résilience des villes intermédiaires, renforcer la durabilité en mettant un accent sur les questions d'accès aux services.

Pour M. Sefiani, il ne faut pas oublier que c'est en construisant l'agenda local qu'on construit l'agenda global. Si les indicateurs quantitatifs sont importants, il ne faut pas publier les indicateurs qualitatifs qui sont tout aussi importants dans la satisfaction des populations. D'où la problématique de l'institutionnalisation de l'élaboration des statistiques locales puisqu'elle est au cœur de l'évaluation de la mise en œuvre des agendas mondiaux.

L'étude de cas présentée par la ville de Parakou qui a une population d'environ 400 000 habitants en 2017 est intitulée « Parakou, Ville durable ? ». Elle

a permis de présenter des actions importantes dans le cadre des ODD et de la mise en place de certains indicateurs (eau, assainissement, infrastructure, environnement.....). Le diagnostic élaboré sur Parakou a regroupé les élus locaux, la diaspora, les techniciens, la société civile, les ONGs. Les sujets ont été axés autour de l'Assainissement (eaux pluviales, eaux usées et déchets) et la mobilité urbaine et des objectifs de développement durables ont été définis. Les travaux ont été organisés en 4 grands temps : L'état des lieux, l'analyse diagnostic,

les propositions et les actions prioritaires. Traduites en actions opérationnelles, elles ont concerné l'aménagement de 7 espaces verts, la réalisation de 11 décharges intermédiaires sécurisées (dont 4 décharges ont été réceptionnées), la construction d'un centre de traitement des déchets, la construction de 11 kms de voies pavées et 8 kilomètres de collecteurs, l'aménagement de 3 bassins versants d'eaux pluviales, l'aménagement d'un plan de circulation urbaine (grande couronne, contournement, traversée, etc), la construction de 15 ouvrages de franchissement et l'aménagement d'un poumon vert pour la

ville. Un comité de mise en œuvre a été installé. Il faut relever dans ce cadre les problèmes liés à la pertinence des indicateurs et des normes, l'évolution des indicateurs par arrondissement, les données désagrégées ; etc.

Les discussions entre les panélistes, les participants et les présentateurs ont permis de s'interroger sur la qualité des indicateurs qu'on doit maîtriser, car chaque collectivité locale essaie d'élaborer ses propres indicateurs en commençant par identifier tous les éléments (eau, assainissement, mobilité, environnement, etc...) en impliquant si possible les universités et les grandes écoles.

La pertinence des indicateurs se pose pour les villes intermédiaires car il n'est pas dit qu'ils peuvent être mesurés dans le pays. D'une part ces universités et grandes écoles doivent dans un premier temps aider à élaborer des indicateurs locaux à la place des indicateurs nationaux qui ne se rattachent à aucun territoire ; d'autre part, elles doivent appuyer les élus et acteurs locaux à évaluer l'impact des politiques publiques locales. Ce nécessaire partenariat avec les universités concentrera aussi sur les différents horizons des agendas 15 ans pour les ODD, 20 ans pour l'agenda urbain, etc.

Certains participants militent pour des indicateurs différents que l'on soit en Asie, en Afrique ou en Europe, pour tenir compte des particularités propres aux régions ; ce qui posera à terme la question de la comparabilité à l'échelle globale. Sur un tout autre plan, la question des indicateurs est rendue plus difficile par le légitime souci d'éviter les disparités spatiales dans la ville ; ce qui pousse à élaborer des indicateurs infra-urbains, basés souvent sur le découpage administratif : quartiers, arrondissement, etc.

Les participants conviennent que la thématique traitée a mis en exergue que même si certains éléments ont été passés en revue, d'autres aspects restent encore à creuser : déroulés sur les agendas ; Indicateurs des résultats ; éléments de suivi de ces indicateurs. Les villes intermédiaires doivent se mettre ensemble

pour réfléchir sur les différents critères à mettre en place ainsi que sur la détermination des agendas. Pour ce faire, ces villes doivent être au départ à l'élaboration de ces agendas et ne pas courir après les résultats en essayant d'intégrer tous les éléments dès l'élaboration des Plans Locaux de Développement (PLD) avec la participation des populations.

Les participants ont ensuite mis l'accent sur l'importance de solutions efficaces évitant par exemple que des collecteurs d'eau pluviales ne soient utilisés pour les eaux usées, ce qui pose des problèmes de résilience encore plus importants. La question de la priorisation dans un contexte africain caractérisé par une rareté de ressources est cruciale afin d'éviter que des solutions peu durables soient mises en œuvre. Pour cela, il faut associer fortement la population dans un processus qui permette de déboucher sur des solutions durables et prioritaires. Il faut associer fortement la population pour assurer une durabilité des infrastructures par leur entretien.

Dans un contexte où tout est prioritaire et où les ressources ne sont jamais à la hauteur des besoins, il faut éviter le risque de la ghettoïsation de certains quartiers dans les villes intermédiaires.

Les participants ont aussi discuté de l'importance de la planification dans la mise en œuvre des agendas mondiaux au niveau local. Elle est l'ingrédient indispensable permettant de s'assurer d'une mise en œuvre efficace et efficiente des actions. Dans cette planification, la place des populations est centrale si l'on veut atteindre l'objectif 11 des objectifs de développement durable. Cette place est d'autant plus cruciale que les catastrophes naturelles (inondations, incendies, éboulements, etc) ne peuvent être prises en charge au niveau local que si des coalitions locales sont nouées avec les acteurs locaux. Les participants ont ensuite interpellé le dialogue des échelles qui permet de mieux inter-liaisonner les interventions des différentes sphères de pouvoir dans la mise en

œuvre des agendas mondiaux. Ils ont aussi relevé qu'un meilleur aménagement du territoire, via particulièrement une analyse du réseau de villes et de son maillage territorial, participera à une mise en œuvre efficiente des agendas mondiaux.

A la fin de la session, les participants ont esquissé des recommandations pour une meilleure prise en compte des villes intermédiaires.

1. Se poser les bonnes questions (quoi faire, avec qui, avec quoi, quand) pour avoir de bonnes visions, de bons plans de développement durable inclusifs et avoir des idées d'innovation
2. Mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation appropriés pour mieux accompagner la mise en œuvre des agendas de développement durable
3. Développer des systèmes de collecte de données locales pour mieux asseoir les stratégies et planifications territoriales spécifiques et efficaces, les tableaux de bord avec des indicateurs pertinents, le suivi et l'évaluation des politiques et de l'action publique.
4. Renforcer la capacité des villes intermédiaires dans la maîtrise du système foncier en vue de réduire leur étalement
5. Permettre aux villes d'accéder au financement notamment des « fonds verts » en vue de booster leur développement
6. Elaborer un plan de communication local en vue d'informer les populations, acteurs et partenaires sur les différents projets et faire le lobbying, le plaidoyer et le marketing territorial approprié
7. Aménager autrement les villes en tenant compte de leur vocation, des cultures du milieu et en mettant en exergue la résilience
8. Communiquer autour des agendas mondiaux, et élaborer en lien, des agendas spécifiques locaux, en vue d'échanger sur les enjeux, les expériences et instaurer un dialogue territorial entre les différents acteurs, au plan vertical et horizontal
9. Elever le niveau de civisme des populations qui doivent se considérer comme de véritables citoyens en impliquant notamment les leaders sociaux et religieux dans les actions à mener dans les villes ; promouvoir le dialogue des cultures et des religions.
10. Prévoir de nouveaux pôles de centralités qui doivent rapprocher les services des citoyens



Vue des participants

9. Quatrième session : Session Conclusive : Quelles conditions pour renforcer le rôle des Villes Intermédiaires africaines ?

- Samedi 6 mai : 11 :00-12 :30
- **Président : M. Mohamed Sefiani**, Président du Groupe I-Cities, Maroc
- **Modérateur : M. François Paul Yatta**, Directeur des Programmes de CGLU Afrique
- **Table ronde : M. SYLLA Souhaliou**, Maire de Tiassalé, UVICOCI, Côte d'Ivoire ;
- **M. KONE SOULEYMANE**, Président de la région du KABADOUYOU, ARDCI, Côte d'Ivoire ;
- **M. Luc Atropko**, Président de l'ANCB, Bénin ;
- **M. Daby Diagne**, Conseiller Spécial CGLUA ;
- **M. Sinaré Augustin**, Expert, AMBF, Burkina,
- **M. N'CHO ACHO Albert**, Maire de Agboville, Côte d'Ivoire.

La session conclusive qui avait pour thème « Quelles conditions pour renforcer le rôle des villes intermédiaires », a permis de discuter des principales idées centrales issues des différentes sessions du Forum. En introduisant cette session, le Président du Groupe des I-Cities, Maire de Chefchaouen, M. Mohamed Sefiani a mis l'accent sur le positionnement



M. Mohamed Sefiani, Président du Groupe I-Cities, Maroc

des villes intermédiaire au niveau national et international et particulièrement leur place dans le processus de développement national et la mise en œuvre des agendas mondiaux.

Les panélistes ont ensuite identifiés les conditions endogènes et exogènes au renforcement du rôle des villes intermédiaires dans la mise en œuvre des agendas mondiaux. Au titre des conditions endogènes, il est important que l'arsenal législatif et réglementaire soit finalisé pour donner les coudées franches aux villes intermédiaires dans la mise en œuvre des différentes compétences. Il est aussi important pour les villes de bien connaître leur réalité passée et actuelle pour mieux anticiper ; d'où l'importance des données territoriales.

La vision et l'activisme des élus locaux est une des conditions endogènes, car des maires engagés et déterminés à changer le vécu



M. François Paul Yatta, Directeur des programmes de CGLU Afrique

quotidien de leurs populations sont un facteur déterminant dans la mise en œuvre des agendas mondiaux.

D'où l'importance d'indicateurs de mesure de la performance de la gestion au niveau local, afin de créer l'émulation nécessaire à l'efficacité dans la mise en œuvre des agendas mondiaux. D'autre part, les élus et responsables locaux doivent rendre leurs stratégies et propositions plus crédibles, ce qui implique une plus grande articulation avec leurs techniciens : secrétaires généraux, directeurs des services techniques et directeurs des services financiers.

Mettant d'abord l'accent sur la nécessaire gestion de la démographie et de l'urbanisation et ses implications sur la demande d'infrastructure, les panélistes ont insisté sur la démocratie à la base et le dialogue citoyen comme vecteur d'une meilleure allocation des dépenses publiques locales et donc d'une offre de services publics locaux mieux adaptée à la demande des populations. Mais les panélistes ont rappelé que si les citoyens ont des droits, ils ont aussi des devoirs comme le paiement des impôts et taxes, le civisme vis-à-vis du patrimoine communal. Ils ont aussi relevé l'importance du contrôle de l'utilisation des ressources publiques locales aussi bien par le contrôle citoyen que par le contrôle de la tutelle. A cet égard, les structures de contrôle de la gestion financière des collectivités locales doivent être réhabilitées et renforcées.

Au titre des conditions exogènes, pour de nombreux panélistes, l'atteinte des agendas mondiaux passe par la mise en place de nouvelles modalités, telles que l'intercommunalité et aussi les alliances avec les zones rurales environnantes. Une bonne partie de la richesse créée dans les villes intermédiaires l'est du fait de la production des zones rurales environnantes. Il est crucial de mettre en place des alliances entre les acteurs

urbains et ruraux dans le cadre d'un dialogue mutuellement profitable.

Compte tenu du poids des villes intermédiaires sur l'échiquier national à l'image de la Côte d'Ivoire où les villes intermédiaires pèsent 75% des communes ivoiriennes, les panélistes ont lancé l'idée d'un programme stratégique national, dans le cadre d'un dialogue vertical institutionnalisé regroupant le Président de la République et les Collectivités Locales, mais aussi entre les Collectivités locales et les populations pour assurer une application efficace des agendas mondiaux. Les décideurs nationaux doivent pour ce faire intégrer les villes intermédiaires dans les politiques publiques afin que ces dernières soient plus efficaces et plus efficaces.

Certains participants préconisent la relecture des plans de développement nationaux à l'aune de la localisation des agendas mondiaux. Pour les panélistes, un engagement clair et précis doit être obtenu de la part des Etats et de la Coopération Internationale, sur le financement des agendas mondiaux en confirmation des engagements pris à la Conférence sur le Financement du Développement d'Addis-Abeba.



Participants marocains

Le niveau des allocations financières au local et les nouveaux instruments mis en œuvre sont autant d'indicateurs de progrès à l'aune desquels cet engagement des Etats et de la Communauté Internationale doit être évalué.

Pour cela, il faut que la demande des villes intermédiaires soit clairement exprimée au plus haut niveau et c'est en cela que le Forum mondial des villes intermédiaires est crucial. La Commission des I-Cities doit réfléchir sur des éléments de langage pour que les villes intermédiaires soient audibles auprès de la Coopération Internationale.

En conclusion, la session a synthétisé les points structurels importants qui devront être portés au Forum Mondial, au nombre desquels :

- (1) la reconnaissance de l'urbanisation qui ne doit plus être niée, mais reconnue et appuyée. Si anticipée et planifiée, l'urbanisation est une opportunité de développement,
- (2) Le parachèvement du processus de décentralisation avec pour objectif d'approfondir la marge de manœuvre des villes en général et des villes intermédiaires en particulier ;
- (3) l'intégration des villes intermédiaires dans les stratégies de développement, notamment en spatialisant les principaux outils macro-économiques,
- (4) le renforcement du dialogue et de la participation avec les populations afin de rendre plus durables les solutions de fourniture des services publics locaux,
- (5) le renforcement de l'accès des villes intermédiaires aux fonds internationaux dont les fonds verts,

(6) le développement de la sensibilisation et l'éducation des partis politiques aux enjeux de la décentralisation et du développement local, 7) et le renforcement des capacités des associations nationales de collectivités locales pour le développement d'un dialogue informé avec l'Etat sur la décentralisation.

A l'issue des débats du Forum Régional Afrique sur les villes intermédiaires tenu les 5 et 6 mai 2017, les participants ont élaboré cinq (5) principales recommandations que sont :

1. Reconnaître l'urbanisation comme faisant partie du processus de développement d'un pays. Il s'agira d'élaborer les stratégies urbaines et les doter des moyens techniques et financiers nécessaires à l'intégration des villes dans les stratégies de développement national
2. Relever le niveau de développement humain dans les villes intermédiaires. Il s'agira d'améliorer aussi bien la planification que le financement pour l'accès des populations, y compris les plus pauvres, aux différents services publics locaux de base.
3. Développer un dialogue vertical entre l'Etat et les villes intermédiaires pour une meilleure gestion de l'urbanisation. Les principaux points abordés auront trait à la marge de manœuvre accordée aux villes intermédiaires pour une gestion efficace de l'urbanisation
4. Renforcer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des agendas mondiaux dans les villes intermédiaires. Il s'agira de développer les statistiques locales et régionales afin de permettre un meilleur suivi évaluation de l'application des agendas mondiaux au niveau local

5. Ancrer la décentralisation dans le cadre d'une réforme globale de l'action publique. Il s'agira de définir la subsidiarité à l'intérieur de la sphère publique, notamment en renforçant le poids des villes intermédiaires dans les dépenses publiques

En termes de perspectives, M. Mohamed Sefiani, Président de la Commission des I-Cities et Mme Touré Nassenaba Diané, Vice-Présidente Afrique, ont convenu de la mise en place d'un groupe d'experts africains qui accompagnera le travail de réflexion et de proposition sur les villes intermédiaires. Le noyau est déjà constitué, il faudra y adjoindre des experts anglophones et lusophones.

Pour CGLU Afrique, la Commission I-Cities a souhaité un accompagnement plus structurel tout le long des autres forums régionaux ainsi que du forum mondial. D'ores et déjà CGLU Afrique travaillera à élaborer une publication basée sur les inputs du forum.

10. Annexe :_Programme de la Cérémonie d'Ouverture

- Mot du Maire de la Ville d'Odienné, Pilote Région Afrique, Mme Nassénaba Touré DIANE.
- Mot du Représentant du Président de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI), Monsieur SYLLA Souhaliou, Maire de Tiassalé ;
- Mot du Représentant du Président de l'Association des Districts et des Régions de Côte d'Ivoire (ARDCI), Monsieur KONE Souleymane, Président du Conseil Régional du KABADOUYOU.
- Mot du Représentant du Président du Conseil des Collectivités Territoriales (CCT), Monsieur CISSE Sindou, Président du conseil régional du Folon ;
- Mot du Représentant du Président de CGLU Afrique, Monsieur Bah Boubacar.
- Mot du Représentant de Monsieur le Ministre, Gouverneur du District Autonome d'Abidjan, Monsieur Michel KOFFI Benoit, Secrétaire Général du District Autonome d'Abidjan ;



Mme Nassénaba Touré DIANE, organisatrice du Forum

- Mot du Président du Groupe de Travail des I-Cities, Monsieur Mohamed Sefiani.
- Mot du Représentant du Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur et de la Sécurité, Monsieur DJAHI Lazare, Directeur Général de la Décentralisation et du Développement Local, DGDDL
- Discours d'Ouverture de Monsieur Amadou KONE, Ministre des Transports, Représentant le Premier Ministre.



Cérémonie d'ouverture

11. Annexe : Programme de la Cérémonie de Clôture

- Cérémonie de remise de trophées ;
- Cérémonie de signature de convention de jumelage entre villes intermédiaires ;
- Lecture des Recommandations du Forum ;
- Discours de Madame Nassénéba TOURE, Maire de la Ville d'Odienné, Pilote Région Afrique ;
- Discours du Président du Groupe de Travail des I-Cities, M. Mohamed Sefiani ;
- Discours de clôture de Monsieur Amadou KONE, Ministre des Transports Représentant le Premier Ministre.



cérémonie de clôture

